

«Gilets jaunes», pourquoi les trouve-t-on si gentils

PAR DAN ISRAEL
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 19 NOVEMBRE 2018



Des « gilets jaunes » à Paris. © ES

La façon dont les médias et les responsables politiques ont traité les mouvements du 17 novembre ferait rêver tous les manifestants qui ont battu le pavé en France ces dernières années. L'originalité de la mobilisation partie des réseaux sociaux n'explique pas à elle seule cette singulière bienveillance. Même l'appartenance à l'extrême droite de certains gilets jaunes n'a pas suscité de commentaires particulièrement hostiles.

Il fallait être aveugle pour ne pas le voir. La France qui, samedi 17 novembre, a occupé les ronds-points, ralenti les autoroutes, bloqué l'entrée des villes et tenté de monter sur l'Élysée était celle des zones périphériques et des petites classes moyennes. Cette France qui vient d'ordinaire bien peu nourrir les mouvements sociaux agitant régulièrement l'Hexagone.

Mais nul besoin d'être aveugle, justement : rarement aura-t-on observé les médias ouvrir aussi largement leurs colonnes et leur temps d'antenne à une mobilisation. Rarement – jamais ? – les avait-on vu tendre leurs micros et leurs carnets de notes avec tant d'empressement, avec une écoute si attentive, soucieuse de ne pas disqualifier les motivations diverses de ces manifestants éloignés des bataillons syndicaux qui battent d'ordinaire le pavé.

Quant aux responsables politiques, qu'ils soient **de droite** ou **de gauche**, ils ont tous tendu l'oreille aux « gilets jaunes », dans un unanimisme qu'on peinerait à retrouver en remontant le fil des colères sociales passées. Même le gouvernement, qui n'a pour l'heure

cédé **que très peu de terrain** aux revendications du mouvement du 17 novembre, prend bien garde aux mots choisis pour exprimer sa fin de non-recevoir.

On est loin du ton martial employé pour contester aux syndicats leur légitimité à critiquer la réforme de la SNCF, et à mille lieues de la désinvolture à laquelle ce pouvoir avait habitué face aux critiques contre les réformes successives du code du travail, de l'assurance-chômage ou de la formation professionnelle.



Des « gilets jaunes » à Paris. © ES

Au fond, les participants à cette forme inédite de mobilisation ne pouvaient pas attendre mieux. Leurs revendications disparates, leurs slogans divers ont été accueillis avec bienveillance, voire sympathie. Ils ont été poliment écoutés, leur propos gravement retranscrits et soigneusement analysés. Et on peut s'en réjouir ! Voilà à quoi aspirent sans doute tous les participants à une mobilisation, quelle qu'elle soit. Mais un tel traitement de la part des médias et des politiques est évidemment bien rare.

Bien sûr, les formes de mobilisation nouvelles, dans un cadre jamais vu, ne pouvaient que déclencher l'intérêt de journalistes lassés du train-train répété des classiques défilés syndicaux, qu'ils soient agrémentés ou non de cortèges de tête radicaux, eux aussi devenus habituels depuis 2016. Les journalistes habitués des manifs croisent fort peu les catégories de population qui se sont mobilisées ce 17 novembre, et cette nouveauté était elle aussi attirante. Mais l'attrait de l'inédit ne suffit pas à lui seul à expliquer l'empathie déployée envers les gilets jaunes.

D'ailleurs, la journée du 17 novembre aurait largement pu fournir des motifs pour finasser sur les actions des gilets jaunes et ternir un peu leur éclat. Selon

les derniers chiffres du ministère de l'intérieur, la journée a rassemblé environ 287 000 personnes. C'est beaucoup ? Certes, le nombre de points de rassemblement – 2 034 sites occupés, 445 points de blocage sur les routes – est impressionnant. Mais le nombre de participants correspond à l'ordre de grandeur de plusieurs journées récentes de manifestations traditionnelles.

Le 22 mars 2018, dernière journée de forte mobilisation, a par exemple réuni 320 000 personnes **en défense des services publics**. Oui, ce jour-là, les médias étaient présents, et les revendications ont été relayées. Mais on était loin de l'attention accordée aux gilets jaunes depuis plusieurs jours.

Surtout, dans un autre contexte, les commentaires indignés auraient pu se multiplier lorsqu'il s'est agi de tirer le bilan du 17 novembre en termes de maintien de l'ordre. Car à l'heure des comptes, les chiffres pèsent lourd : une manifestante tuée en Savoie par un automobiliste aux abords d'un barrage et 409 blessés dont 14 graves, selon le ministère de l'intérieur, rien que pour la première journée d'action. « *28 policiers, gendarmes, motards, pompiers ont également été blessés et pour certains de façon grave* », a précisé le ministre Christophe Castaner, qui dénombre aussi 282 interpellations et 157 gardes à vue.

Une morte. De nombreux blessés. Des policiers gravement pris à partie, comme à Quimper, où un véhicule **a percuté** deux agents qui protégeaient la préfecture. Autant de débordements qui, d'ordinaire, auraient été immédiatement repris par les éditocrates occupant les plateaux d'information continue pour dénoncer le mouvement, appeler à son interruption et exhorter les pouvoirs publics à plus de fermeté. Le gouvernement n'aurait pour sa part pas hésité à s'en saisir pour tenter de discréditer la mobilisation.

Pour réaliser le niveau de bienveillance qui a été réservé aux gilets jaunes, imaginons un instant les réactions si cette morte et ces blessés étaient imputables à des « Black Blocks », à des syndicalistes énervés ou, hypothèse encore plus extrême, à des militants venus des quartiers populaires. Rappelons-

nous les polémiques déclenchées par **l'incendie d'un McDonald's, les vitres brisées de l'hôpital Necker ou la chemise arrachée** du DRH d'Air France.

Selon *Le Monde*, le gouvernement a, pour cette journée de samedi, **préféré retenir** le caractère plutôt « *bon enfant* » et « *tranquille* » de la plupart des actions, « *même si, en fin de journée en particulier, on a pu noter des tensions* ». Et ce, même si le ton **s'est nettement durci** lundi 19 au soir, pour commenter les actions de la troisième journée de mobilisation. Samedi, les images circulant très largement sur les réseaux sociaux ont laissé deviner des policiers et des gendarmes particulièrement mesurés. Certains des manifestants noyés dans les gaz lacrymogènes aux abords de l'Élysée ont ainsi eu le droit **de se faire nettoyer les yeux larmoyants par les policiers eux-mêmes**. Une délicate attention jamais observée auparavant par les journalistes de Mediapart.

Ailleurs, à Grasse, des policiers municipaux particulièrement coopératifs **ont immédiatement arrêté** un automobiliste tentant de forcer un barrage. Et devant la préfecture de Dordogne, un manifestant **a pu tranquillement actionner** une tronçonneuse, là où détenir de simples flacons de sérum physiologique pouvait vous faire interdire de manifestation lors du mouvement de contestation de la loi sur le travail, en 2016...

Chenilles, Madison et extrême droite

Il est vrai que les gilets jaunes ont livré des images sereines, et rares, **de chenilles et de Madison** organisés en toute bonne humeur sur les routes. Mais il est tout aussi notable que les rédactions en chef des journaux télévisés ont préféré diffuser ces images plutôt que de commander les sempiternels témoignages d'usagers des routes « *pris en otage* » par le mouvement.

Si la mobilisation est par ailleurs loin d'être restée bon enfant partout, cela a rarement été retenu contre elle. L'agression dénoncée à Saint-Nazaire par la productrice Laurence Lascary, **décidée à porter plainte**, tout comme **les autres incidents** homophobes ou racistes recensés n'ont pas été utilisés pour décrédibiliser la parole des autres manifestants :

violente agression contre un couple homosexuel à Bourg-en-Bresse (Ain), conductrice forcée de retirer son voile à Saint-Quentin (Aisne), propos racistes contre une femme noire à Cognac (Charente).

L'appartenance à l'extrême droite de certains gilets jaunes n'a pas non plus suscité de commentaires particulièrement hostiles. Une simple plongée dans le mouvement permet de le constater, **comme Mediapart l'a fait** près de Toulouse (Haute-Garonne) et **Le Monde à Bar-le-Duc** (Meuse). Quand ce n'est pas le porte-parole de Génération identitaire **qui diffusait** tout simplement une vidéo de l'agitation devant l'Élysée.

Le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer a bien dénoncé **sur France Inter** les « ventilateurs à problèmes » que seraient le Rassemblement national (RN, ex-FN) et La France insoumise, et agité le spectre des Liges de 1934. Mais ni lui ni ses collègues n'ont pour autant rejeté les actions des manifestants. Et les journalistes n'ont pas particulièrement axé leur couverture sur l'appartenance politique des manifestants.



Des manifestants au péage de Montgiscard, dans la périphérie de Toulouse. © ER

Quelques journalistes se sont plaints de cette couverture modérée, voire accueillante, menée par leurs confrères. Ils sont cependant rares et éloignés du terrain : l'éditorialiste économique Éric Le Boucher **s'est ému** dans le quotidien pro-business *L'Opinion* de l'« erreur d'analyse profonde des médias sur la réalité de l'état social du pays » et sur leur « exagération ».

Sur Twitter, le journaliste de *Libération* basé à Bruxelles Jean Quatremer **a critiqué** « un bilan humain catastrophique, de nombreux beaufs violents qui pensent que la route leur appartient, une belle récupération par l'extrême droite » et la journaliste des *Échos* Anne Bauer **a conclu** de cette journée que

« *la bagnole rend con* ». Dans un dessin non publié dans le quotidien, le dessinateur du *Monde* Xavier Gorce **a aussi qualifié** les gilets jaunes de « *troupeaux d'abrutis* ».

Cette hostilité n'est en rien généralisée. Dans leur immense majorité, les journalistes traitant de cette actualité semblent plutôt s'être précipités pour saisir l'une des rares occasions d'incarner et de faire exister dans leurs colonnes ou sur leurs écrans la France périurbaine. Cette France très majoritairement blanche, qui vit mal et peine à joindre les deux bouts, ignorée des élites et de Paris. Qui doit prendre la voiture **à chaque instant de sa vie quotidienne**, qui voit les services publics s'éloigner peu à peu de ses lieux de vie. Et qui s'abstient beaucoup aux élections.

L'envie d'aller à la rencontre de cette France-là est telle que les journalistes ont largement participé à rendre visible le mouvement. Après avoir copieusement couvert les prémices, puis les préparatifs de la journée du 17 novembre, il aurait été impensable de ne pas lui consacrer une belle couverture.

Cette recherche de proximité avec les manifestants et leurs soutiens n'a néanmoins pas suffi à protéger les professionnels de l'info de l'hostilité qu'ils déclenchent désormais systématiquement dans toute une partie de la population. Certains, comme **ce journaliste de France 3 Midi-Pyrénées**, se trouvent désemparés devant les marques de défiance antimédiatiques qui se sont multipliées sur les barrages et dans les rassemblements. Étaient-elles pourtant si inattendues, de la part d'un mouvement qui s'est largement auto-organisé, principalement sur Facebook, et qui se nourrit à des sources bien éloignées du journalisme le plus classique ? Un signe parmi d'autres du divorce qui va croissant entre les médias traditionnels et les cercles d'où ont émergé les gilets jaunes : le « *pure player* » vidéo Brut, omniprésent sur les réseaux sociaux, **s'est félicité** de ses résultats d'audience le 17 novembre. Il se vante d'avoir agrégé « *plus de 15 millions de vidéos vues sur la journée, loin devant l'ensemble des médias traditionnels* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.